

ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

2015-2016

**Problématique d'un État en voie de fragmentation:
La Libye**

CC Stefan JAKOBI

Sous la direction de

Pascal Le Pautremat

Docteur en Histoire contemporaine

Abstract

On 6th of April this year the Islamic government in Tripoli has resigned and in consequence accepted the international recognized government to stop further on bloodshed. There is hope for Libya to reestablish the state structure after years of civil war. The following paper is treating the events in Libya which led to the fragmentation of Libya. The loss of state control and power is described by four main topics. The description of the necessity of NATO's intervention, the lack of separation of powers underlining the executive branch, the justice branch and the legislative power as well as the financial and economic sector. The two other points high lined are dealing with the external impact to the region. Especially the influence in North Africa and the Sahel analyzing the human, drogues and arms trafficking including migration in the area and the connection to Islamic groups conducting the Jihad like Al-Qaida and IS. The findings are opposed to the fragile state criteria invented by the Fund For Peace Institution in order to objectify the results.

Résumé

Le 6 avril de cette année, le gouvernement islamique à Tripoli a démissionné et accepté en conséquence le gouvernement reconnu internationalement pour arrêter l'effusion de sang persistante. Il y a bon espoir pour la Libye pour rétablir la structure de l'Etat, après des années de guerre civile. Le document suivant traite les événements en Libye qui ont conduit à la fragmentation de la Libye. La perte de contrôle de l'Etat et de la puissance est décrite par quatre thèmes principaux. Les deux premiers sont, la description de la nécessité de l'intervention de l'OTAN et l'absence de séparation des pouvoirs, l'exécutif, la justice et le pouvoir législatif ainsi que le secteur financier et économique. Les deux autres points font face à l'impact extérieur de la région. Surtout l'influence en Afrique du Nord et du Sahel analysant les trafic d'armes, d'êtres humains puis de stupéfiants y compris la migration dans la région et la connexion à des groupes islamiques mènent le Jihad comme AQMI et IS. Les résultats sont opposés aux critères d'État fragiles inventées par le Fund For Peace afin d'objectiver les résultats.

1. Introduction
2. La Libye: Une vue globale, les évènements historiques et les effets
 - 2.1. L'intervention de la coalition
 - 2.2. Les acteurs politiques nouveaux
3. Les effets sur la politique de sécurité dans la région
 - 3.1. L'impact sur la région
 - 3.2. La menace islamiste
4. Conclusion
5. Bibliographie
6. Annexe

1. Introduction

Après le triomphe remporté sur l'apartheid en Afrique du Sud, la chute du régime de Mouammar Kadhafi en Libye constitue l'événement ayant eu le plus grand impact sur la stabilité au continent africain. Le cas de la Libye prend de l'ampleur dans la perception européenne, en raison du flux migratoire, des trafics d'armes et de stupéfiants mais aussi en raison de la propagation de DAESH qui représente une menace pour la sécurité du sud de l'Union Européenne et l'Afrique pan sahélienne.

L'objet de ce corpus est la «Problématique d'un Etat en voie de fragmentation : La Libye».

L'analyse de ce sujet vise à déterminer les circonstances qui ont amené la Libye dans la position d'un État failli ou fragile, ainsi que de suggérer des approches potentielles pour améliorer la situation en Libye. Pour comprendre le sujet de cet ouvrage il faut définir l'expression « un état en voie de fragmentation ». Il semble que la définition appropriée d'un « Etat fragile » peut décrire la situation de fragmentation en Libye. Il n'existe pas vraiment de définition officielle, mais on peut le définir comme « un État est fragile lorsque le gouvernement et les instances étatiques n'ont pas les moyens et/ou la volonté politique d'assurer la sécurité et la protection des citoyens, de gérer efficacement les affaires publiques et de lutter contre la pauvreté au sein de la population. »¹. Selon l'OCDE il existe deux types de visions, une vision « sécurité » versus une vision « développement ».² Le *Fund For Peace* propose un Etat fragile sur les mêmes visions mais un peu plus détaillées sur douze principes socio-économique respectivement politico-militaire.³ Ce catalogue des principes attaché dans l'annexe est l'assise pour des

¹ Définition Etat fragile, « Le dico du commerce international », *Dico du C.I.*, Amiens, 2015 URL <http://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/etat-fragile.html#beW71xLYf8PxALxr.99>. 23/03/2016

² CASTELLANET, Christian, SOLANET, Guillaume, FICATIER, Yves, « Adapter les pratiques opérationnelles des bailleurs dans les Etats fragiles », *Ex Post*, Paris, AFD, N° 31, Juin 2010, p. 12-13. URL <http://www.oecd.org/derec/france/48476108.pdf>. 13/03/2016

³ The Fund For Peace (FFP), « Fragile States Index Indicators », *FFP*, Washington, 2016, URL <http://fsi.fundforpeace.org/indicators>. 16/04/2016.

critères d'analyse. Le point de départ sera cette définition et le *statu quo* de l'Etat libyen avant le début de la révolte contre le régime de Kadhafi. Dans ce contexte la définition Etat failli ne semble pas juste car il concerne des pays complètement fragmentés comme la République du Soudan du Sud, la Somalie, la République de Centre Afrique ou le Soudan.⁴ Ainsi, le mémoire évoquera la nécessité de l'intervention de l'OTAN durant le printemps arabe et les conséquences de cette intervention pour la vie politique libyenne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. En effet, l'intervention de l'OTAN a profondément bouleversé les rapports de force entre acteurs politiques, les domaines de la sécurité, de la justice et le contrôle des ressources économiques. Dans ce contexte, il est également intéressant d'analyser les intérêts des différents groupes ethniques qui tentent de profiter de ce chaos. Par ailleurs, il est nécessaire d'établir un lien avec la scène régionale, c'est-à-dire l'interaction avec les pays voisins. Les sujets traités sont les ex-mercenaires libyens revenus dans leurs pays d'origines et le trafic d'armes, les flux migratoires ainsi que les conséquences de la déstabilisation dans la région sahélienne. Le travail va suivre les événements actuels, ainsi que la création d'un seul parlement et d'un seul gouvernement pour le peuple libyen, dans le but de stabiliser et développer la situation en Libye que l'influence des groupes djihadistes, notamment l'Etat Islamique et Al-Qaïda au Maghreb. Les rôles de l'Organisation des Nations Unis (ONU), la Ligue Arabe (LA), l'Union Africaine (UA) ainsi que les pays membres de ces organisations ne sont pas l'objet de ce travail et seront traités au strict nécessaire, bien que leurs rôles autour de l'intervention en Libye et le désarrimage de la structure de pouvoir résultant de la crise libyenne méritent un traitement spécifique. Grâce à l'actualité persistante du sujet, les sources de littérature, en particulier le nombre des articles est suffisant pour un éclairage assez profond du thème.

⁴ The Fund For Peace (FFP), « Fragile States Index 2015 », *FFP*, Washington D.C., 2016, URL <http://fsi.fundforpeace.org/rankings-2015>. 13/04/2016.

2. La Libye : Une vue globale, les évènements et les effets

En décembre 2010 l'immolation d'un jeune marchand tunisien a représenté la désespérance et l'absence des perspectives pour la jeune génération dans les pays arabes, notamment en Tunisie⁵. Ce geste désespéré dû à la situation socio-économique en Tunisie a déclenché une vague des manifestations qui a débordé toutes les frontières dans le monde arabe. Ce bouleversement, nommé printemps arabe, a eu un impact direct sur la plupart des états arabes et leurs hommes de pouvoir. En un rien de temps les citoyens ont été dans les rues en ayant lutté pour une meilleure vie contre les forces de police ou militaire. Dans quelques pays les protestations ont réussi à flanquer les dirigeants à la porte telle que la Tunisie⁶ ou l'Égypte⁷. Dans le but de contrôler les insurgés et de garder leur pouvoir plusieurs dirigeants ont décidé ou au moins annoncé des mesures socio-économiques d'autres ont maté radicalement les contestations. Tout comme en Libye, Mouammar Kadhafi a décidé d'abattre la révolte contre lui avec tous les moyens de forces disponibles, notamment l'armée et la police. Les actes cruels du régime ont basculé le pays dans une guerre civile et également provoqué une réaction internationale.

2.1. L'intervention de la coalition

Le 22 février 2011 Kadhafi a tenu un discours erratique et dictatorial avec un caractère d'autocongratulation de ses succès réalisés pour la Libye mais aussi des mots menaçants

⁵ PELE, Audrey, « Tunisie : décès du jeune homme immolé par le feu », *Le Figaro*, Paris, publié le 05/01/2011 à 22:53, URL <http://www.lefigaro.fr/international/2011/01/05/01003-20110105ARTFIG00544-tunisie-deces-du-jeune-homme-immole-par-le-feu.php>. 16/04/2016.

⁶ MARION, Joseph, « De la révolution du Jasmin à la chute de Ben Ali », *Le Figaro*, Paris, publié le 15/01/2011 à 18:58, URL <http://www.lefigaro.fr/international/2011/01/15/01003-20110115ARTFIG00479-de-la-revolution-du-jasmin-a-la-chute-de-ben-ali.php>. 16/04/2016.

⁷ KYRILLOS, William, « Les coptes d'Égypte ne veulent pas être des citoyens de deuxième zone », *Le Figaro*, Paris, publié le 27/05/2012 à 17:10, URL <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2012/05/27/10001-20120527ARTFIG00143-les-coptes-d-egypte-ne-veulent-pas-etre-des-citoyens-de-deuxieme-zone.php>. 16/04/2016.

qu'il se battrait à la dernière goutte de sang, que le pays allait vers la guerre civile.⁸ C'était la réponse aux manifestations anti-gouvernementales éclatées sept jours avant à Benghazi la deuxième plus grande ville du pays. Contre les manifestants pacifiques les forces gouvernementales ont utilisé les tirs à balles réelles.⁹ Les actes de violence avaient lieu dans plusieurs villes en Libye de plus en plus avec de la force de façon excessive contre les manifestants.¹⁰ Les politiciens et journalistes internationaux ont eu peur d'un deuxième Rwanda ou Kosovo.^{11 12} Initialement, il y avait eu des initiatives prometteuses de l'UA pour calmer la situation intérieure. Le conseil de sécurité de l'UA a finalement voté une résolution contre les répressions du régime libyen¹³, et favorable au mouvement s'opposant aux réformes politiques – et cela trois jours avant la première réunion du conseil de sécurité de l'ONU traitant du même sujet¹⁴ ! L'ONU a voté des sanctions contre le gouvernement libyen et a signalé les violations des droits de l'homme à la cour pénale internationale de La Haye.¹⁵ L'UA était alors disposée à soutenir le processus imposé par l'ONU, comprenant un cessez le feu, l'ouverture de négociations politiques et une transition démocratique entre les deux parties du conflit. C'est alors qu'un deuxième acteur régional est entré en lice : la Ligue arabe.¹⁶ Suivant ses exigences, le conseil de sécurité de l'ONU a voté une résolution (UN Res 1973) qui comportait une zone d'interdiction aérienne en Libye en vue de protéger les populations ainsi qu'une coopération avec le conseil de transition (NTC = National Transitional Council) initié par

⁸ RAIMONDO, Justin, « Qaddafi's Norma Desmond Moment », *antiwar.com*, Redwood City, publié le 22/02/2011, URL <http://antiwar.com/blog/2011/02/22/qadaffis-norma-desmond-moment/>, 19/04/2016.

⁹ HUMAN RIGHTS WATCH, « Libye Événements de 2011 », *HRW*, New York, publié janvier 2012, URL https://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/libya_fr_2012.pdf, 7 p., p.1. 12/03/2016.

¹⁰ *Ibid*, p.1.

¹¹ GRESH, Alain, « Faut-il intervenir militairement en Libye ? », *Le Monde diplomatique*, Paris, publié 24/02/2011, URL <https://blog.mondediplo.net/2011-02-24-Faut-il-intervenir-militairement-en-Libye>, 19/04/2016.

¹² ENGELBREKT, Kjell, « Why Libya? », in ENGELBREKT, Kjell, MOHLIN, Marcus, WAGNSSON, Charlotte (dir.), *The NATO Intervention in Libya, Lessons learned from the campaign*, Milton Park, Routledge, 2014, 249 p., p. 45.

¹³ AU African Union Peace and Security Council, 261st meeting, Communiqué, PSC/PR/COMM(CCLXI), Addis Abeba, 23/02/2011, URL <http://www.peaceau.org/uploads/psc-communication-on-the-situation-in-libya.pdf>, 2 p., p.2. 23/12/2015.

¹⁴ UN United Nations Security Council, Resolution 1970, New York, 26/02/2011, URL <https://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/081A9013-B03D-4859-9D61-5D0B0F2F5EFA/0/1970Eng.pdf>, 10 p., p.1. 23/12/2015.

¹⁵ *Ibid*, p. 2.

¹⁶ NOTIN, Jean-Christoph, *La vérité sur notre guerre en Libye*, Paris, Fayard 2012, 600 p., p. 59 et 79.

les révolutionnaires en mars 2011.¹⁷ Fort de ce soutien régional,¹⁸ il fut facile pour l'OTAN d'intervenir en Libye. A partir du 9 mars, l'OTAN a établi avec des vols de surveillance (aéronefs AWACS) les premiers pas actifs. Le 19 mars la France était le premier intervenant en ayant bombardé des sites militaires et véhicules libyens avec le but d'imposer la zone d'exclusion aérienne ayant suivi par le Royaume Uni et les Etats Unis.¹⁹ Des missions nationales comme l'opération française « Harmattan », l'opération britannique « Ellamy » et l'opération américaine « Odyssey Down » ont été fusionnées sous l'égide de la mission d'OTAN « Unified Protector ».²⁰ La coalition de circonstance sur le commandement de l'OTAN contenait des pays divers.²¹ ²² La résolution 1970 réclame littéralement à l'autorité libyenne la responsabilité de protéger (« responsibility to protect » [R2P]) leur population²³. R2P est une justification morale, elle n'est pas la justification juridique.²⁴ C'est le premier pilier de la R2P, le deuxième consiste dans l'engagement pris par la communauté internationale en ce qui concerne la diplomatie préventive et finalement le troisième pilier est en cas de défaillance de l'Etat la pression politique jusqu'à l'intervention coercitive²⁵. D'un côté l'Etat libyen indigné par la

¹⁷ UN United Nations Security Council, Resolution 1973, New York, 17/03/2011, URL <http://www.un.org/press/en/2011/sc10200.doc.htm#Resolution>. 23/12/2015.

¹⁸ NOTIN, *op. cit.*

¹⁹ SCHULTZ, Stefan, « Operation Odyssey Dawn: Alliierte starten massive Luftschläge gegen Gaddafi-Regime », Hamburg, *Spiegel Online*, publié 19/03/2011, URL <http://www.spiegel.de/politik/ausland/operation-odyssey-dawn-alliierte-starten-massive-luftschlaege-gegen-gaddafi-regime-a-752018.html>. 19/04/2016.

²⁰ « La complexité de l'intervention en Libye nécessitait un commandement plus effectif que la chaîne de commandement national a pourrait effectuer. Effectivement le commandement français était transféré aux américains le 19 mars et encore une fois à l'OTAN le 31 mars 2011 jusqu'à la fin de l'opération le 31 octobre 2011. » Selon Vice-Amiral Franck BADUEL (à l'époque Contre-Amiral et sous-chef conduite au CPCO), conversation personnelle à l'Ecole de guerre pendant un exercice le 11/04/2016

²¹ A la coalition participait aussi d'autres pays comme, l'Italie, l'Espagne, le Danemark, le Canada, la Belgique, les Pays-Bas, la Grèce, la Norvège, le Qatar, les Emirats arabes unis, la Turquie, la Suède et la Bulgarie.

²² MICHAELS, Jeffrey, H., « Able but not willing », in ENGELBREKT, Kjell, MOHLIN, Marcus, WAGNSSON, Charlotte (dir.), *The NATO Intervention in Libya, Lessons learned from the campaign*, Milton Park, Routledge, 2014, 249 p., p. 31-34.

²³ UN United Nations Security Council, *Resolution 1970*, New York, 26/02/2011, URL <https://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/081A9013-B03D-4859-9D61-5D0B0F2F5EFA/0/1970Eng.pdf>, 10 p., p. 2. 23/12/2015.

²⁴ PETER, Rudolf, *Schutzverantwortung und humanitäre Intervention: eine ethische Bewertung der R2P im Lichte des Libyen-Einsatzes*, Stiftung für Wissenschaft und Politik, (SWP), Berlin, 3/2013, 32 p., p. 5., URL <http://nbn-resolving.de/urn:nbn:de:0168-ssoar-375485> 017/02/2016.

²⁵ VILMER, Jean-Baptiste Jeangène, « La Responsabilité de protéger-3questions à Jean-Baptiste Jeangène Vilmer », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques*, Le point de vue de Pascal Boniface,

protection accordée à la population s'insurgeant de l'autre côté l'intervention des états consentant à aider les insurgés. Par conséquent on peut constater que plusieurs indicateurs²⁶ d'une défaillance étatique étaient réunis comme la légitimité étatique, l'absence des droits de l'homme ainsi que l'Etat de droit, l'exécutif partial et l'intervention internationale.

2.2. Les acteurs politiques nouveaux

Malgré les bombardements de la coalition, l'UA s'est obstinée à rechercher une résolution du problème libyen par la négociation. Mais l'UA n'a pas réussi à convaincre Kadhafi de donner sa démission. Mouammar Kadhafi était tué le 20 octobre 2011²⁸ dans des circonstances inconnues près de la ville de Sirte par des insurgés. On pourrait identifier quatre foyers de tensions qui montrent les difficultés de la situation après l'effondrement du régime. La complexité de la proportion des forces politiques, le secteur de sécurité, une justice commune libyenne et le contrôle de l'économie libyenne. En général la situation renvoyait l'image du chaos libyen pendant ce temps. L'acceptation du gouvernement transitoire n'était pas garantie car les membres étaient les révolutionnaires et des transfuges ou anciens opposants du régime qui étaient face aux fidèles du Kadhafi.²⁹ Ainsi un grand nombre d'acteurs divers avec des intérêts tribaux ou régionaux ont formé deux camps différents,³⁰ c'est-à-dire qu'ils ont tenté de profiter de la vacance du pouvoir. Finalement les deux camps ont créé eux-mêmes deux gouvernements.³¹ Le gouvernement reconnu international était constitué à al-Baida mais il n'était pas reconnu complètement

Paris, publié 04/12/2015, URL <http://www.iris-france.org/67925-la-responsabilite-de-protoger-3-questions-a-jean-baptiste-jeangene-vilmer/>, 3 p., p.1. 28/03/2016.

²⁶ The Fund For Peace (FFP), « Fragile States Index Indicators », *FFP*, Washington, 2016, URL <http://fsi.fundforpeace.org/indicators>. 16/04/2016.

²⁸ SOERENSON, Karl, DAMIDEZ, Nima, « Fragments of an army », in ENGELBREKT, Kjell, MOHLIN, Marcus, WAGNSSON, Charlotte (dir.), *The NATO Intervention in Libya, Lessons learned from the campaign*, Milton Park, Routledge, 2014, 249 p., p. 161.

²⁹ LACHER, Wolfram, « Libyen », *bpb.de*, Bundeszentrale für politische Bildung (bpb), publié 20/02/2016, URL: <http://www.bpb.de/internationales/weltweit/innerstaatliche-konflikte/54649/libyen> 03/04/2016.

³⁰ *Id.*

³¹ DPA, « Einigung auf Einheitsregierung: Libysche Konfliktparteien unterzeichnen Friedensplan », *Neue Züricher Zeitung*, Zürich, publié 17/12/2015 URL <http://www.nzz.ch/international/vertrag-ueber-einheitsregierung-fuer-libyen-unterzeichnet-1.18664744> 23/02/2016.

par une part du congrès national à Tripolis.³² La révolution libyenne n'était que la lutte contre le régime de Kadhafi mais aussi une lutte entre les catégories de la population diverses.³³ Il avait aussi des efforts de créer un état indépendant dans l'est du pays (la Cyrénaïque).³⁴ Dans l'ensemble les alliances étaient très hétérogènes avec la conséquence qu'elles étaient plus en plus fragmentées.³⁵ Les groupes différents n'ont pas pu obtenir des réussites militaires ou politiques.³⁶ Cette situation du pat a secondé aux négociations de l'ONU pour un gouvernement national et uni libyen fin décembre 2015.³⁷ La grande partie de la population est pour un gouvernement d'unité, mais il y a beaucoup d'obstacles à surmonter.³⁸ Un autre foyer de tension est étroitement lié aux structures de la proportion politique, l'exécutif. Après la chute, les anciens officiers libyens et les anciens insurgés luttaient pour les postes attractifs dans le secteur de sécurité.³⁹ Notamment le contrôle de l'armée, de la police et des budgets liés ainsi que l'influence politique qui est liée aux acteurs divers et leurs objectifs nommés précédemment. Cet amalgame des anciens militaires de Kadhafi et des révolutionnaires n'étaient pas vraiment neutre, ils ont poursuivi leurs objectifs divers comme des batailles de vengeance.⁴⁰ Il n'était pas toujours évident de maintenir l'ordre public, d'autant plus que la séparation des tâches de la police ou de l'armée n'était pas clair.⁴¹ La justice libyenne est liée à l'exécutif. Elle persistait dans une transe et était influencée par des groupes divers nommés antérieurement.⁴² Malgré la tentative de rester neutre chaque camp différent été convaincu d'être condamné malgré son innocence, le risque d'une justice de vainqueurs existant fortement.⁴³ Surement la question la plus important était la réconciliation en ce qui

³² LACHER, *op. cit.*.

³³ *Id.*

³⁴ *Id.*

³⁵ *Id.*

³⁶ *Id.*

³⁷ *Id.*

³⁸ *Id.*

³⁹ KHAN, Umar, « SSC demise by 31 December reconfirmed by Hashim Bishar », *Libya Herald*, publié 09/12/2012, URL <https://www.libyaherald.com/2012/12/09/ssc-demise-by-31-december-reconfirmed-by-hashim-bishar/> 07/05/2016.

⁴⁰ *Id.*

⁴¹ LACHER, Wolfram, *Bruchlinien der Revolution: Akteure, Lager und Konflikte im neuen Libyen*, Stiftung für Wissenschaft und Politik, (SWP), Berlin, 5/2013, 37 p., p. 28., URL <http://nbn-recolving.de/urn:nbn:de:0168-ssoar-361606> 07/02/2016.

⁴² *Ibid.*, p. 31.

⁴³ *Id.*

concerne la poursuite pénale et l'élucidation des crimes commis par le régime et par les révolutionnaires.⁴⁴ Le règlement de compte était à l'ordre du jour parce que les citoyens n'ont pas eu de la confiance du système juridique. De temps en temps le public a fait pression sur les juges ayant cru que les décisions n'étaient pas la volonté du peuple. En outre des jugements étaient ignorés par les concernés pendant des mois.⁴⁵ De plus, l'économie libyenne reste un facteur clé. Elle dépend de fait totalement des dépenses publiques qui dépendent eux-mêmes de la richesse pétrolière. L'Etat libyen a dépensé traditionnellement beaucoup de ressources pour les subventions d'alimentation, d'électricité et d'eau, les investissements infrastructurelles et immobilières ainsi que les salaires respectivement les rentes des fonctionnaires et travailleurs du secteur public.⁴⁶ A partir de 2011 les investissements étatiques étaient suspendus simultanément Kadhafi a doublé les salaires dans le secteur public pour assurer l'obédience.⁴⁷ Après la révolution des ministères divers ont recruté plusieurs fonctionnaires nouveaux souvent dans des circonstances obscures en plus on a enregistré une augmentation massive dans la défense et dans la police. Il semblait que les nouveaux hommes de pouvoir ont dépensé beaucoup d'argent pour calmer les peuples comme l'augmentation de l'allocation familiale ou l'aide personnalisée au logement. La *National Oil Corporation* (NOC) est la compagnie pétrolière nationale de la Libye, la source pour tout le financement de l'Etat libyen (90 % des revenus étatiques libyens).⁴⁸ C'est-à-dire, si on a le contrôle des sites pétroliers on peut influencer des décisions politiques.⁴⁹ Des groupes divers ont occupé des sites pour imposer des décisions politiques.⁵⁰ Ici se précisait l'absence d'un pouvoir politique pour tous les Libyens, les politiciens n'ont que servi les intérêts particuliers. Dans ce contexte il se n'étonnait pas que la NOC ait financé les deux camps politiques avec leurs institutions

⁴⁴ *Id.*

⁴⁵ *Ibid.*, p.33.

⁴⁶ ZAPTIA, Sami, *2014 budget expected to be LD 68.59bn – salaries and subsidies shoot up*, Libya Herald, publié 09/03/2014, URL <https://www.libyaherald.com/2014/03/09/2014-budget-expected-to-be-ld-68-59-salaries-and-subsidies-shoot-up/> 04/04/2016.

⁴⁷ LACHER, *Ibid.*, p. 34.

⁴⁸ KANE, Sean, « Barqa Reborn? Eastern Regionalism and Libya's Political Transition », in, COLE, Peter, McQUINN, Brian (dir.), *The Libyan Revolution and its Aftermath*, London, Hurst&Co, 2015, 416 p., p. 210.

⁴⁹ DW, «Konflikt um Libyens Öl eskaliert », *Deutsche Welle Online*, publié 09/03/2014, URL <http://www.dw.com/de/konflikt-um-libyens-%C3%B6l-eskaliert/a-17483811> 03/12/2015.

⁵⁰ *Id.*

ainsi que tous les gens qui sont apparus sur les bulletins de salaire de l'état. Dans cette structure aussi complexe que marquée par des intérêts incompatibles il est évident que sans les organes d'état opérationnels la séparation des pouvoirs était impossible à maintenir. Un pilier essentiel d'un état n'existait pas au fur et à mesure que nécessaire. Une autre preuve pour la défaillance des organes d'état. Maintenir la sécurité dans les ports et sur les sites d'exploitations pétrolières par exemple aurait dû rester dans les mains d'Etat libyen. Il ne pouvait pas imposer le pouvoir exécutif.⁵¹ En résumant la légitimité étatique, les services publics, le financement étatique et l'égalité des groupes divers n'étaient pas maintenus proprement par le gouvernement libyen. En outre l'intervention étrangère soit armée soit des sanctions est aussi un facteur qualifiant d'un état fragilisé.

3. Les effets sur la politique de sécurité dans la région

L'Etat libyen était très déficitaire en ce qui concerne la stabilité et la responsabilité à l'intérieur de l'Etat. Cette situation a forcément influé l'état sécuritaire à l'extérieur de la Libye. Ce chapitre se concentre sur l'impact de l'Etat libyen fortement fragilisé sur la région du Sahel et de l'Afrique du nord et dans ce contexte avec les flux migratoire, trafic d'armes et stupéfiants et le rôle des ex-mercenaires libyens pour faire le lien avec les groupes islamiste divers qui sont actifs dans la même région. Il est évident qu'on ne peut pas analyser la situation complexe dans une manière universelle, c'est la raison pour laquelle quelques exemples ont été choisis pour l'éclairage.

3.1. L'impact sur la région

Après l'effondrement de la Libye toutes les frontières sont devenues des frontières passives et des conflits baissés d'intensité au cours des années précédentes sont revenus à l'ordre du jour. De façon exemplaire on peut citer le conflit des Touaregs qui continue jusqu'à aujourd'hui. Kadhafi a toujours essayé d'apaiser la situation avec les Touaregs au sud de la Libye. Il a créé des troupes des Touaregs dans l'armée libyenne (légion

⁵¹ *Id.*

islamique / « légion verte »)⁵² et il leur a donné des postes peu ou prou importants dans l'administration ou dans l'armée. Les Touaregs voulaient toujours créer un état indépendant. Mais le territoire des Touaregs ne se situe pas seulement au sud de la Libye et de l'Algérie mais aussi au nord du Mali ainsi qu'au Niger.⁵³ Ayant su le problème et ayant évité le conflit ouvert avec ses voisins, Kadhafi a stabilisé la région jusqu'à la fin. Pendant l'été 2011 où la défaite du régime Kadhafi était évidente les mercenaires d'origine Touareg ont pris le large vers le sud dans le but d'utiliser les armes libyennes pour conquérir leur territoire Touareg au nord du Mali.⁵⁴ « Le Mali devenait ainsi la première victime collatérale du conflit libyen ».⁵⁵ Marchant à pas comptés avec des milliers d'armes, lourdes et légères, ayant ranimé les conflits dans les pays voisins⁵⁶ ou plus loin en Syrie.⁵⁷ Il y avait aussi des transports d'armes persistants vers et de la Libye traversant la Méditerranée, c'est un marché florissant « ... on sait que les bateaux transfère des armes et des matériels sur les côtes libyennes »⁵⁸ Sachant que les batailles entre les forces de Tripoli et de Misrata contre celles de Tobrouk n'ont jamais cessé, en combinaison avec l'embargo contre l'importation d'armes ont créé un manque d'armes et de munitions.⁵⁹ Au-delà il y a d'autres profiteurs de la situation chaotique en Libye respectivement en Afrique de l'ouest. C'est le narcotraffic qui utilise les mêmes voies. Les drogues arrivant de l'Amérique du sud en Afrique de l'ouest traversent le Mali, l'Algérie,

⁵² PING, Jean, *Eclipse sur l'Afrique, Fallait-il tuer Kadhafi?*, Paris, Michalon Editeur, 2014, 220 p., p.169.

⁵³ *Ibid.* p.168 et 170.

⁵⁴ GUICHAOUA, Yvan, « Tuareg Militancy and the Sahelian Shockwaves of the Libyan Revolution », in, COLE, Peter, McQUINN, Brian (dir.), *The Libyan Revolution and its Aftermath*, Hurst&Co, London, 2015, 416 p., p. 322.

⁵⁵ *Ibid.* p. 169.

⁵⁶ UN Security Council, *Report of the Assessment Mission on the impact of the Libyan Crisis on the Sahel Region*, S/2012/42, New York, 18/01/2012 URL <http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/Libya%20S%202012%2042.pdf> 16/04/2016.

⁵⁷ AFP, « Bürgerkrieg, Libanon stoppt Waffenschmuggel nach Syrien », *Spiegel Online*, Hamburg, 28/04/2012 URL <http://www.spiegel.de/politik/ausland/waffenschmuggel-libanon-stoppt-kriegswaffen-fuer-syrien-a-830351.html> 25/02/2016.

⁵⁸ CASTRES, Didier, Général, Sous-chef Opération au CPCO, pendant une intervention à l'Ecole de Guerre le 09/02/2016.

⁵⁹ BRIGHT, Caroline, « Le trafic d'armes à destination de la Libye s'intensifie », *mondafrique*, Paris, publié, 05/09/2015 URL <http://www.mondafrique.com/le-traffic-darmes-a-destination-de-la-libye-sintensifie/> 27/04/2016.

le Maroc ou le Niger ainsi que la Libye pour rejoindre l'Europe.⁶⁰ ⁶¹ Les contrebandiers établissaient un autre trafic à côté des drogues, les contrefaçons des médicaments. Un marché qui prospère dans toute l'Afrique avec son influence grave.⁶² Un autre facteur de déstabilisation représente les flux migratoires. D'un côté les citoyens libyens qui ne pouvaient pas subir les combats persistants dès 2011, on estime qu'un tiers des Libyens (environ 2 millions d'habitants) ont quitté la Libye après la chute du Kadhafi.⁶³ Environ un million a pris la fuite en direction de la Tunisie ayant déchaîné des difficultés de logement et d'alimentation qui par contre ont évoqué des tensions contre les réfugiés libyens au sein des Tunisiens.⁶⁴ De l'autre côté on a constaté un flux migratoire « standard » vers l'Italie qui était freiné par la crise en Libye.⁶⁵ Les réfugiés qui traversaient la méditerranée ont diminué entre 2011 et 2012. A partir de 2013 la voie méditerranée centrale est devenue le passage numéro un vers l'Europe.⁶⁶ Les groupes divers de passeurs profitaient de la situation instable et une certaine absence des forces de l'ordre en Libye. Après la fermeture de la Route de Balkans par l'Union Européenne au début 2016 le passage de la Libye vers l'Italie va aggraver la situation des réfugiés qui traversent la Méditerranée par bateau.⁶⁷ Les groupes divers qui organisent les flux migratoires utilisent aussi les réseaux du trafic d'armes et de stupéfiants. N'importe quel acte illicite ou illégal, prise d'otages, rançonnement ou traite des hommes était devenu un

⁶⁰ MONNET, Bertrand, porteur de la chaire Management des risques criminels à l' EDHEC Business School, pendant une intervention à l'Ecole de guerre le 19/04/2016.

⁶¹ UNDOC, Selon l'UNDOC (Nations Unies, Office contre la Drogue et le crime) il y a trois routes principales pour les drogues arrivant de l'Amérique latine qui traverse l'Atlantique d'Amérique du Sud vers l'Europe. La voie directe du pays d'origine avec des vols dans le cœur de l'Europe, la deuxième voie avec des escales en Amérique du sud vers l'Europe. La troisième voie est celle-ci vers l'Afrique de l'ouest sur la voie de terre vers la Libye ou l'Algérie traversant la Méditerranée. , ONU, New York, n.d., URL <http://www.unodc.org/unodc/en/drug-trafficking/middle-east-and-north-africa.html> 02/05/2016.

⁶² MONNET, Bertrand, *op. cit.*

⁶³ NACEUR, Sofian, Philip, « Exodus aus Libyen: Westliche Unterstützung für Sturz Ghaddafis wurde zum Bumerang. Waffen destabilisieren gesamte Region », *Junge Welt*, Berlin, publié 12/08/2014 URL <http://www.ag-friedensforschung.de/regionen/Libyen1/waffen.html> 12/01/2016.

⁶⁴ *Id.*

⁶⁵ SPALINGER, Andrea, « Migration nach Italien: Mit dem Frühling kommen die Bootsflüchtlinge », *Neue Züricher Zeitung*, Zürich, publié 01/04/2016 URL <http://www.nzz.ch/international/zunahme-um-80-prozent-italien-droht-neue-fluechtlingsschwelle-ld.11094> 26/04/2016.

⁶⁶ GIULIANI, Jean-Dominique, « Le défi de l'immigration clandestine en Méditerranée », *Question d'Europe*, Fondation Robert Schuman, n° 352, 13/04/2015, 6 p., p. 2.

⁶⁷ SPALINGER, *op. cit.*

métier prospère.⁶⁸ L'effet secondaire de cette menace est que les touristes⁶⁹ et les travailleurs occidentaux⁷⁰ fuient toute la zone du Sahel et l'Afrique du Nord par conséquent on laisse quartier libre aux criminels. Ce fait va rendre difficile le rapprochement des organisations ou des états voulant aider les Libyens. D'un côté on a les flux migratoires de la population libyenne pendant et après la guerre civile et de l'autre côté on a le paradis pour des passeurs, des contrebandiers et les autres criminels. L'absence de pouvoir exécutif aux frontières soit le manque des forces soit des soldats et policiers extrêmement corrompus, représentent quelques facteurs de déstabilisation comme la migration de la population bien formé à cause du manque de perspectives socio-économique et les flux clandestines criminels fortement dangereux étant en cohérence avec le trafic d'armes et stupéfiants avec un impact très négatif sur toute la région.

3.2. La menace islamiste

Les circonstances développées précédemment donnaient beau jeu à des groupes de terroristes islamiste. L'État islamique (IS) est le groupement le plus jeune dans la région.⁷¹ Par définition l'origine de cette organisation était l'État islamique en Irak et Syrie (ISIS) qui était renommé IS après la proclamation du califat en juin 2014 en outre l'acronyme IS dans la langue arabe est DAESH.⁷² Plusieurs échecs en Irak et en Syrie ont forcé l'IS de défricher des provinces nouvelles. Selon la stratégie du leader d'État islamique Abu Bakr al-Baghdadi nommé *calife Ibrahim* la priorité était le développement des régions en Asie et en Afrique du nord.⁷³ L'IS poursuivait trois modes d'action pour la propagation des Djihadistes. Le premier : en Libye ils ont réussi à convaincre des groupes islamistes déjà existants (par exemple à Darna le groupe Ansar al-Shari'a autour du

⁶⁸ PING, Jean, *Eclipse sur l'Afrique, Fallait-il tuer Kadhafi?*, Paris, Michalon Editeur, 2014, 220 p., p.175.

⁶⁹ *Id.*

⁷⁰ MONNET, Bertrand, *op. cit.*

⁷¹ MATTES, Hanspeter, « slamistische Terrorgruppen in Nordafrika: trotz Bekämpfung immer mehr präsent », *Focus*, n° 2, 8 p., p. 2., 2015, Hamburg, GIGA German Institute of Global and Area Studies, URL <http://www.nbn-resolving.de/urn:urn:de:0168-ssoar-430611> 27/02/2016

⁷² *Ibid.* p.2.

⁷³ *Id.*

Suiyan Ibn Jum'a) de jurer obédience au calife Ibrahim.⁷⁴ Le deuxième est le recrutement offensif. La propension des jeunes à participer au Djihad en Syrie ou en Irak est dans tous les États du Maghreb très élevées.⁷⁵ Le manque de perspectives, des problèmes psychiques ou un manque de cohésion respectivement des convictions religieuses sont le milieu de culture pour les adeptes.⁷⁶ Le mode d'action numéro trois est le retour des anciens combattants qui ont le devoir d'occuper des provinces et former des Djihadistes futurs.⁷⁷ A partir de la révolution en 2011, l'IS a trouvé en Libye un camp d'entraînement idéal.⁷⁸ Les jeunes recrues du Maghreb ont traversé la Libye comme camp de formation et camp de transit vers les théâtres de la guerre en Syrie ou en Irak.⁷⁹ Les pays voisins comme la Tunisie et l'Algérie ont bien noté la situation des terroristes dans la région et ont commencé à lutter contre la propension à la violence.⁸⁰ La circonstance aggravante de la situation politique avec deux gouvernements concurrents en Libye a favorisé d'autres groupes islamistes notamment l'*Islamic State Group* (ISG).⁸¹ Les groupes comme ceux-ci profitaient du chaos et du désaccord intergouvernemental et ne luttent pas nécessairement avec l'IS ou d'autres groupes islamistes.⁸² L'ISG a recruté selon le ministère de défense tunisienne environ 250 Tunisiens qui luttent aux côtés des 3000 combattants en Libye.⁸³ En mars et juin des jeunes djihadiste formé en Libye ont attaqué un musée et un hôtel ayant tué plus de 50 touristes et tunisiens innocents.⁸⁴ Cet impact direct sur l'économie touristique tunisienne était très lourd pour la Tunisie et le tourisme dans toute la région. Un troisième groupe islamiste est Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). L'origine de cette organisation était les groupes islamistes qui ont été actifs dès 1980 en Algérie et les anciens combattants qui sont revenu d'Afghanistan au début des années 1990 dans leurs

⁷⁴ MATTES, *op. cit.*, p. 2.

⁷⁵ *Ibid.* p.2.

⁷⁶ *Id.*

⁷⁷ *Id.*

⁷⁸ MALKA, Haim, « As Jihadis Gather in Libya, Tunisia Struggles To Fend Them Off », *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, Washington D.C., publié 22/10/2015 URL

<http://www.defenseone.com/ideas/2015/10/tunisia-libya-jihad-syria/123035/?oref=d-driver> 15/01/2016

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ MATTES, *op. cit.*, p. 3.

⁸¹ MALKA, *op. cit.*

⁸² *Ibid.*

⁸³ MALKA, *op. cit.*

⁸⁴ *Ibid.*

pays d'origine comme la Libye, l'Égypte et l'Algérie.⁸⁵ On peut dire que le « Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat » (GSPC)⁸⁶ est le noyau d'AQMI. Le but n'a jamais changé, ils luttent avec des combats armés et des actes terroristes pour un état islamique au Maghreb.⁸⁷ Il est évident qu'AQMI était concurrencé par l'IS sur leur propre territoire. Pendant les dernières années AQMI a résisté à l'IS, à cause de la popularité d'IS ils ont récemment commencé un rapprochement.⁸⁸ Le rapprochement le plus connu était le débordement de l'ancien chef d'un groupe d'AQMI en Algérie Mokhtar Belmokhtar à côté de l'IS.⁸⁹ Néanmoins il travaillait avec AQMI en ce qui concerne les attaques dans un hôtel à Bamako au novembre 2015.⁹⁰ Pendant le régime du Kadhafi les groupes islamistes en Libye ont été poursuivis sans merci. Après la faillite de l'Etat libyen ils se sont reconstitués et ont travaillé pour leur propre compte.⁹¹

Finalement on peut dire que la situation reste très complexe et louche, les coopérations se font selon les intérêts divers avec les groupes salafistes ou djihadistes, dépendant de l'objectif. Les états voisins de la Libye ont du mal à gérer la situation et à résoudre le problème terroriste et islamiste dans la région. L'effondrement de l'Etat libyen et les frontières passoire font la part belle aux extrémistes. Pour l'instant les autorités libyennes ne sont pas capables de conjurer efficacement le danger de l'IS. Le mode d'opération de l'état islamique est de gagner de l'argent avec du pétrole pour financer le Djihad. L'IS a commencé à avancer dans les régions pétrolières les plus importantes de la Libye fin 2015 selon Jean-Yves Le Drian, Ministre de la défense.⁹²

⁸⁵ MATTES, *op. cit.*, p. 3.

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Id.*

⁸⁸ *Id.*

⁸⁹ PUTSCH, Christian, « Dieser Einäugige soll der Drahtzieher von Mali sein », *Die Welt*, Berlin, 2015, publié 20/11/2015, URL <http://www.welt.de/politik/ausland/article149103049/Dieser-Einaeugige-soll-der-Drahtzieher-von-Mali-sein.html> 27/04/2016.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ MATTES, *op. cit.*, p. 5.

⁹² AFP, « Warnung aus Frankreich: IS-Miliz rückt auf Ölfelder in Libyen vor », *Spiegel Online*, Hamburg, 2015, publié 14/12/2015, URL <http://www.spiegel.de/politik/ausland/islamischer-staat-rueckt-auf-oelfelder-in-libyen-vor-a-1067708.html> 03/04/2016.

4. Conclusion

Finalement, on peut établir que la Libye est un État en voie de fragmentation qui remplit plusieurs critères d'un Etat très fragile notamment failli. Entre les États fragiles, la Libye est placée au 25^{ème} rang de l'échelon d'alerte 3 par l'organisation *Fund For Peace*⁹³. Ce classement souligne notamment le fait que la Libye souffre de l'absence d'un contrôle efficace de l'espace politique et économique, c'est-à-dire d'une incapacité relative à préserver l'ordre à l'intérieur et à l'extérieur, à garantir la sécurité de la population ainsi qu'à posséder un système judiciaire opérationnel.

La vacance du pouvoir a fait basculer le pays *ipso facto* dans une crise étatique majeure, rendant difficile l'accession à un gouvernement uni. Néanmoins, la médiation gagnante de l'Union européenne et la réussite de la négociation de l'ONU a placé la Libye sur un chemin porteur. La complexité de la situation et les acteurs divers exigent de la patience. Au 6 avril 2016 le gouvernement islamiste à Tripoli reculait du pouvoir et a par conséquent accepté le gouvernement reconnu international évitant l'effusion de sang persistante.⁹⁴ La fragilité de l'État libyen ne permet pas une deuxième intervention étrangère brusque. Il faut que la communauté internationale, en particulier les pays européens, s'engagent pour la stabilisation en Libye et évitent de prendre parti pour l'un des acteurs, mais pour toute la population libyenne dans le but de recréer une unité libyenne. Face à la menace de DAESH, il semble évident que l'Europe ne peut mettre en œuvre les mêmes actions qu'en Syrie. Naturellement, les Européens ont un intérêt très fort à la stabilisation en Afrique du Nord et dans le Sahel. Après plusieurs interventions⁹⁵, sans doute nécessaires, mais peu habiles par rapport à l'Union africaine, il est temps de fortifier les relations afro-européennes. En particulier il faut que la responsabilité africaine revienne sur le devant de la scène. Mais il existe un désaccord dans la région. L'Egypte et

⁹³ The Fund For Peace (FFP), « Fragile State Index 2015 », *FFP*, Washington D.C. , 2015, URL <http://fsi.fundforpeace.org/rankings-2015>. 13/04/2016.

⁹⁴ AFP, « Islamistische Regierung in Tripolis tritt zurück », *Zeit*, Hamburg, publié 06/04/2016, URL <http://www.zeit.de/politik/ausland/2016-04/libyen-islamistische-schattenregierung-zurueckgetreten> 07/05/2016.

⁹⁵ Notamment les interventions en Côte d'Ivoire, en Libye, au Mali et au Centre Afrique.

les émirats arabes unis voulaient une deuxième intervention occidentale, l'Algérie ne veut pas une intervention militaire mais des négociations politiques.⁹⁶ Pour nommer quelques mesures concrètes, il est absolument impératif que la Libye rétablisse son administration publique, le pouvoir exécutif et la justice. Une situation étatique stable est un prérequis pour reconquérir la confiance de citoyens et envoyer un signal fort envers les investisseurs étrangers. La Libye réunit des conditions⁹⁷ essentielles pour une montée économique et sociale. Un enjeu majeur pour le futur est l'intégration des fidèles de Kadhafi. C'est la condition indispensable à l'établissement d'un Etat démocratique. L'histoire montre que la communauté internationale ne peut pas laisser échapper cette occasion d'aider les Libyens. Il faut agir rapidement, prudemment mais aussi vigoureusement afin que le peuple libyen crée un gouvernement et se donne une constitution convenable. Une autre question très intéressante qui n'était pas traitée dans cet ouvrage est aussi essentielle pour stabiliser la Libye et la région. C'est l'influence des acteurs connus qui ont retenu le conflit entre les deux camps. D'une part l'Egypte et les Emirats arabes unis ont soutenu les « anti-islamistes » à Tobrouk politiquement et avec la fourniture des armes et des bombardements.⁹⁸ D'autre part le Qatar, le Soudan et la Turquie qui ont envoyé des armes pour soutenir l'autre camp politiques.⁹⁹ Si l'Occident veut intervenir encore une fois en Libye – on en parle déjà¹⁰⁰ – il me semble essentiel de répondre à cette question et de convaincre les alliées qui ne semblent pas vraiment alliées de l'importance de la stabilisation unie et efficace de la Libye spécialement sur le fond de la menace DAESH.

⁹⁶ LACHER, Wolfram, « Libyen », *bpb.de*, Bundeszentrale für politische Bildung (bpb), publié 20/02/2016, URL: <http://www.bpb.de/internationales/weltweit/innerstaatliche-konflikte/54649/libyen> 03/04/2016.

⁹⁷ La Libye possède 48,4 milliards de barils des réserves en pétrole soit le numéro dix du monde et les réserves les plus grandes en Afrique., *worldatlas.com*, publié 16/10/2015. URL <http://www.worldatlas.com/articles/the-world-s-largest-oil-reserves-by-country.html> 07/05/2016.

⁹⁸ LACHER, *op. cit.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ NASS, Matthias, « Ein zweites Syrien am Mittelmeer », *Zeit*, Hamburg, publié 10/02/2016, URL <http://www.zeit.de/politik/ausland/2016-02/libyen-islamischer-staat-westen-intervention> 07/04/2016.

5. Bibliographie

Références bibliographiques :

GUICHAOUA, Yvan, « Tuareg Militancy and the Sahelian Shockwaves of the Libyan Revolution », in, COLE, Peter, McQUINN, Brian (dir.), *The Libyan Revolution and its Aftermath*, London, Hurst&Co, 2015, 416 p.

MICHAELS, Jeffrey, H., « Able but not willing », in ENGELBREKT, Kjell, MOHLIN, Marcus, WAGNSSON, Charlotte (dir.), *The NATO Intervention in Libya, Lessons learned from the campaign*, Milton Park, Routledge, 2014, 249 p.

NOTIN, Jean-Christoph, *La vérité sur notre guerre en Libye*. Paris, Fayard 2012, 600 p.

PING, Jean, *Eclipse sur l'Afrique, Fallait-il tuer Kadhafi?*, Paris, Michalon Editeur, 2014, 220 p.

SOERENSON, Karl, DAMIDEZ, Nima, « Fragments of an army », in ENGELBREKT, Kjell, MOHLIN, Marcus, WAGNSSON, Charlotte (dir.), *The NATO Intervention in Libya, Lessons learned from the campaign*, Milton Park, Routledge, 2014, 249 p.

Articles :

- AFP, « Bürgerkrieg, Libanon stoppt Waffenschmuggel nach Syrien », *Spiegel Online*, Hamburg, 28/04/2012 URL <http://www.spiegel.de/politik/ausland/waffenschmuggel-libanon-stoppt-kriegswaffen-fuer-syrien-a-830351.html> 25/02/2016
- AFP, « Warnung aus Frankreich: IS-Miliz rückt auf Ölfelder in Libyen vor », *Spiegel Online*, Hamburg, 2015, publié 14/12/2015, URL <http://www.spiegel.de/politik/ausland/islamischer-staat-rueckt-auf-oelfelder-in-libyen-vor-a-1067708.html> 03/04/2016
- AFP, « Islamistische Regierung in Tripolis tritt zurück », *Zeit*, Hamburg, publié 06/04/2016, URL <http://www.zeit.de/politik/ausland/2016-04/libyen-islamistische-schattenregierung-zurueckgetreten> 07/05/2016
- AU, African Union Peace and Security Council, 261st meeting, Communiqué, PSC/PR/COMM(CCLXI), Addis Abeba, 23rd February 2011 URL <http://www.peaceau.org/uploads/psc-communicue-on-the-situation-in-libya.pdf>. 2 p., p.2. 23/12/2015
- AU, Assembly, Decision on the situation in Libya, Assembly/AU/Dec.385 (XVII), Malabo, 30/06/2011 http://www.au.int/en/sites/default/files/decisions/9647-assembly_au_dec_363-390_xvii_e.pdf 53p., p. 39. 23/12/2015
- BRIGHT, Caroline, « Le trafic d'armes à destination de la Libye s'intensifie », *mondafrique*, Paris, publié, 05/09/2015 URL <http://www.mondafrique.com/le-traffic-darmes-a-destination-de-la-libye-sintensifie/> 27/04/2016
- CASTELLANET, Christian, SOLANET, Guillaume, FICATIER, Yves, « Adapter les pratiques opérationnelles des bailleurs dans les Etats fragiles », *Ex Post*, Paris, AFD, N° 31, Juin 2010, p. 12-13. URL <http://www.oecd.org/derec/france/48476108.pdf> 13/03/2016
- DPA, « Einigung auf Einheitsregierung: Libysche Konfliktparteien unterzeichnen Friedensplan », *Neue Züricher Zeitung*, Zürich, publié 17/12/2015 URL <http://www.nzz.ch/international/vertrag-ueber-einheitsregierung-fuer-libyen-unterzeichnet-1.18664744> 23/02/2016
- DW, « Konflikt um Libyens Öl eskaliert », *Deutsche Welle Online*, publié 09/03/2014, URL <http://www.dw.com/de/konflikt-um-libyens-%C3%B6l-eskaliert/a-17483811> 03/12/2015
- GIULIANI, Jean-Dominique, « Le défi de l'immigration clandestine en Méditerranée », *Question d'Europe*, Fondation Robert Schuman, Paris, n° 352, 13/04/2015, 6 p.

- GRESH, Alain, « Faut-il intervenir militairement en Libye ? », *Le Monde diplomatique*, Paris, publié 24/02/2011, URL <https://blog.mondediplo.net/2011-02-24-Faut-il-intervenir-militairement-en-Libye>. 19/04/2016
- HUMAN RIGHTS WATCH, « Libye Evenements de 2011 », *HRW*, 7 p., publié 01/ 2012, URL https://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/libya_fr_2012.pdf. 12/03/2016
- KHAN, Umar, « SSC demise by 31 December reconfirmed by Hashim Bishar », *Libya Herald*, publié 09/12/2012, URL <https://www.libyaherald.com/2012/12/09/ssc-demise-by-31-december-reconfirmed-by-hashim-bishar/> 07/05/2016
- KYRILLOS, William, « Les coptes d'Égypte ne veulent pas être des citoyens de deuxième zone », *Le Figaro*, publié le 27/05/2012 à 17:10, URL <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2012/05/27/10001-20120527ARTFIG00143-les-coptes-d-egypte-ne-veulent-pas-etre-des-citoyens-de-deuxieme-zone.php>. 16/04/2016
- LACHER, Wolfram, *Bruchlinien der Revolution: Akteure, Lager und Konflikte im neuen Libyen*, Stiftung für Wissenschaft und Politik, (SWP), Berlin, 5/2013, 37 p., URL <http://nbn-recolving.de/urn:nbn:de:0168-ssoar-361606> 07/02/2016
- MALKA, Haim, « As Jihadis Gather in Libya, Tunisia Struggles To Fend Them Off », *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, Washington D.C., publié 22/10/2015 URL <http://www.defenseone.com/ideas/2015/10/tunisia-libya-jihad-syria/123035/?oref=d-driver> 15/01/2016
- MARION, Joseph, « De la révolution du Jasmin à la chute de Ben Ali », *Le Figaro*, publié le 15/01/2011 à 18:58, URL <http://www.lefigaro.fr/international/2011/01/15/01003-20110115ARTFIG00479-de-la-revolution-du-jasmin-a-la-chute-de-ben-ali.php> 16/04/2016
- MATTES, Hanspeter, « slamistische Terrorgruppen in Nordafrika: trotz Bekämpfung immer mehr präsent », *Focus*, n° 2, 8 p., p. 2., 2015, Hamburg, GIGA German Institute of Global and Area Studies, URL <http://www.nbn-resolving.de/urn:urn:de:0168-ssoar-430611> 27/02/2016
- NACEUR, Sofian, Philip, « Exodus aus Libyen: Westliche Unterstützung für Sturz Ghaddafis wurde zum Bumerang. Waffen destabilisieren gesamte Region », *Junge Welt*, Berlin, publié 12/08/2014 URL <http://www.ag-friedensforschung.de/regionen/Libyen1/waffen.html> 12/01/2016
- NASS, Matthias, « Ein zweites Syrien am Mittelmeer », *Zeit*, Hamburg, publié 10/02/2016, URL <http://www.zeit.de/politik/ausland/2016-02/libyen-islamischer-staat-westen-intervention> 07/04/2016

- PELE, Audrey, « Tunisie : décès du jeune homme immolé par le feu », *Le Figaro*, publié le 05/01/2011 à 22:53, URL <http://www.lefigaro.fr/international/2011/01/05/01003-20110105ARTFIG00544-tunisie-deces-du-jeune-homme-immole-par-le-feu.php>. 16/04/2016
- PETER, Rudolf, *Schutzverantwortung und humanitäre Intervention: eine ethische Bewertung der R2P im Lichte des Libyen-Einsatzes*, Stiftung für Wissenschaft und Politik, (SWP), Berlin, 3/2013, 32 p., p. 5., URL <http://nbn-resolving.de/urn:nbn:de:0168-ssoar-375485> 017/02/2016
- PUTSCH, Christian, « Dieser Einäugige soll der Drahtzieher von Mali sein », *Die Welt*, Berlin, 2015, publié 20/11/2015, URL <http://www.welt.de/politik/ausland/article149103049/Dieser-Einaeugige-soll-der-Drahtzieher-von-Mali-sein.html> 27/04/2016
- RAIMONDO, Justin, « Qaddafi's Norma Desmond Moment », *antiwar.com*, publié le 22/02/2011, URL <http://antiwar.com/blog/2011/02/22/qadaffis-norma-desmond-moment/>. 19/04/2016
- SCHULTZ, Stefan, « Operation Odyssey Dawn: Alliierte starten massive Luftschläge gegen Gaddafi-Regime », Hamburg, *Spiegel Online*, publié 19/03/2011, URL <http://www.spiegel.de/politik/ausland/operation-odyssey-dawn-alliierte-starten-massive-luftschlaege-gegen-gaddafi-regime-a-752018.html>. 19/04/2016
- SPALINGER, Andrea, « Migration nach Italien: Mit dem Frühling kommen die Bootsflüchtlinge », *Neue Züricher Zeitung*, Zürich, publié 01/04/2016 URL <http://www.nzz.ch/international/zunahme-um-80-prozent-italien-droht-neue-fluechtlingsswelle-ld.11094> 26/04/2016
- The Fund For Peace (FFP), « Fragile State Index 2015 », Washington D.C. 2015 URL <http://fsi.fundforpeace.org/rankings-2015>. 16/04/2016
- The Fund For Peace (FFP), « Fragile States Index Indicators », Washington, 2016, URL <http://fsi.fundforpeace.org/indicators>. 16/04/2016
- UN United Nations Security Council, *Resolution 1970*, New York, 26th February 2011, 10 p. URL <https://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/081A9013-B03D-4859-9D61-5D0B0F2F5EFA/0/1970Eng.pdf>. 23/12/2015
- UN United Nations Security Council, *Resolution 1973*, New York, 17/03/2011, URL <http://www.un.org/press/en/2011/sc10200.doc.htm#Resolution>. 23/12/2015.
- UN Security Council, *Report of the Assessment Mission on the impact of the Libyan Crisis on the Sahel Region*, S/2012/42, New York, 18/01/2012 URL

<http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/Libya%20S%202012%2042.pdf> 16/04/2016

UNDOC, ONU, New York, URL <http://www.unodc.org/unodc/en/drug-trafficking/middle-east-and-north-africa.html> 02/05/2016

VILMER, Jean-Baptiste Jeangène, « La Responsabilité de protéger-3questions á Jean-Baptiste Jeangène Vilmer », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques*, Le point de vue de Pascal Boniface, Paris, publié 04/12/2015, URL <http://www.iris-france.org/67925-la-responsabilite-de-protéger-3-questions-a-jean-baptiste-jeangene-vilmer/>, 3 p., p.1. 28/03/2016

WORLDDATLAS.COM, publié 16/10/2015, URL <http://www.worldatlas.com/articles/the-world-s-largest-oil-reserves-by-country.html> 07/05/2016

ZAPTIA, Sami, *2014 budget expected to be LD 68.59bn – salaries and subsidies shoot up*, Libya Herald, publié 09/03/2014, URL <https://www.libyaherald.com/2014/03/09/2014-budget-expected-to-be-ld-68-59-salaries-and-subsidies-shoot-up/> 04/04/2016

Interventions :

BADUEL, Franck, Vice-Amiral, à l'époque (2011) Contre-Amiral et sous-chef conduite au CPCO, conversation personnelle à l'Ecole de guerre pendant un exercice le 11/04/2016

CASTRES, Didier, Général de Brigade, Sous-chef Opération au CPCO, pendant une intervention à l'Ecole de Guerre le 09/02/2016.





MONNET, Bertrand, porteur de la chaire Management des risques criminels à l' EDHEC Business School, pendant une intervention à l'Ecole de guerre le 19/04/2016.

6. Annexe

The Indicators

The Fragile States Index is based on the twelve primary social, economic and political indicators of the CAST methodology, developed by The Fund for Peace:

Social Indicators

 Demographic Pressures DP <p>Pressures on the population such as disease and natural disasters make it difficult for the government to protect its citizens or demonstrate a lack of capacity or will.</p> <p><i>Includes pressures and measures related to:</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Natural Disasters• Disease• Environment• Pollution• Food Scarcity• Malnutrition• Water Scarcity• Population Growth• Youth Bulge• Mortality	 Refugees and IDPs REF <p>Pressures associated with population displacement. This strains public services and has the potential to pose a security threat.</p> <p><i>Includes pressures and measures related to:</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Displacement• Refugee Camps• IDP Camps• Disease related to Displacement• Refugees per capita• IDPs per capita• Absorption capacity
 Group Grievance GG <p>When tension and violence exists between groups, the state's ability to provide security is undermined and fear and further violence may ensue.</p> <p><i>Includes pressures and measures related to:</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Discrimination• Powerlessness• Ethnic Violence• Communal Violence• Sectarian Violence• Religious Violence	 Human Flight and Brain Drain HF <p>When there is little opportunity, people migrate, leaving a vacuum of human capital. Those with resources also often leave before, or just as, conflict erupts.</p> <p><i>Includes pressures and measures related to:</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Migration per capita• Human Capital• Emigration of Educated Population

Economic Indicators

Uneven Economic Development **UED**

When there are ethnic, religious, or regional disparities, the governed tend to be uneven in their commitment to the social contract.

Includes pressures and measures related to:

- GINI Coefficient
- Income Share of Highest 10%
- Income Share of Lowest 10%
- Urban-Rural Service Distribution
- Access to Improved Services
- Slum Population

Poverty and Economic Decline **ECO**

Poverty and economic decline strain the ability of the state to provide for its citizens if they cannot provide for themselves and can create friction between the "haves" and the "have nots".

Includes pressures and measures related to:

- Economic Deficit
- Government Debt
- Unemployment
- Youth Employment
- Purchasing Power
- GDP per capita
- GDP Growth
- Inflation

Political and Military Indicators

State Legitimacy **SL**

Corruption and a lack of representativeness in the government directly undermine the social contract.

Includes pressures and measures related to:

- Corruption
- Government Effectiveness
- Political Participation
- Electoral Process
- Level of Democracy
- Illicit Economy
- Drug Trade
- Protests and Demonstrations
- Power Struggles

Public Services **PS**

The provision of health, education, and sanitation services, among others, are key roles of the state.

Includes pressures and measures related to:

- Policing
- Criminality
- Education Provision
- Literacy
- Water & Sanitation
- Infrastructure
- Quality Healthcare
- Telephony
- Internet Access
- Energy Reliability
- Roads

Human Rights and Rule of Law **HR**

When human rights are violated or unevenly protected, the state is failing in its ultimate responsibility.

Includes pressures and measures related to:

- Press Freedom
- Civil Liberties
- Political Freedoms
- Human Trafficking
- Political Prisoners
- Incarceration
- Religious Persecution
- Torture
- Executions

Security Apparatus **SEC**

The security apparatus should have a monopoly on the use of legitimate force. The social contract is weakened where this is affected by competing groups. *Includes pressures and measures related to:*

- Internal Conflict
- Small Arms Proliferation
- Riots and Protests
- Fatalities from Conflict
- Military Coups
- Rebel Activity
- Militancy
- Bombings
- Political Prisoners

Factionalized Elites **FE**

When local and national leaders engage in deadlock and brinkmanship for political gain, this undermines the social contract.

Includes pressures and measures related to:

- Power Struggles
- Defectors
- Flawed Elections
- Political Competition

External Intervention **EXT**

When the state fails to meet its international or domestic obligations, external actors may intervene to provide services or to manipulate internal affairs.

Includes pressures and measures related to:

- Foreign Assistance
- Presence of Peacekeepers
- Presence of UN Missions
- Foreign Military Intervention
- Sanctions
- Credit Rating